

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Renouveau démocratique et innovation sociale

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Évolution des instances de participation citoyenne - Ouverture du budget participatif aux habitants et aux associations - Mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne - Expérimentation - Approbation

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La démocratie participative est une dynamique dans laquelle il s'agit de :

- Informer, écouter, démultiplier les espaces de dialogue : 300 réunions publiques organisées depuis le début du mandat, une tournée annuelle des quartiers : *Montpellier change avec vous* ;
- Recueillir l'avis du plus grand nombre avec la plateforme numérique *participer.montpellier* ;
- Impliquer les habitants dans les projets d'aménagements urbains avec la mise en œuvre de nombreuses démarches de concertation : quartiers apaisés (Arceaux, Clémenceau-Rondelet, Carnot-Strasbourg, Mion-Saint Martin, Beaux-Arts-Boutonnet), l'Agriparc des Bouisses, la requalification des aires de jeux, le renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes... ;
- Se projeter ensemble : Montpellier Ecole 2030, première convention citoyenne sur le territoire autour de l'Intelligence artificielle.

Les instances de participation de la Ville de Montpellier sont au cœur de cette dynamique citoyenne.

Avec la délibération du 30 juillet 2020, des moyens nouveaux et renforcés ont été attribués aux conseils de quartier et conseils citoyens avec la création d'un budget participatif spécifique de 2 millions d'euros par an dédiés à des projets directement portés par les citoyens engagés dans ces instances.

La délibération du 12 avril 2021 a fixé la composition et le fonctionnement des conseils de quartiers avec un budget de fonctionnement de 24 000 €/an et un budget de formation multiplié par deux avec 50 000 €/an.

Le rôle, le fonctionnement de ces instances sont le fruit, depuis le départ, d'une démarche de co-construction avec l'ensemble des parties-prenantes afin d'imaginer, expérimenter, ensemble, des formats de rencontres favorisant la mobilisation des acteurs. Afin de continuer à innover et expérimenter dans l'application de la démocratie locale à Montpellier, il est proposé d'approuver, conformément aux propositions des citoyens engagés dans les instances de participation citoyenne de Montpellier, les points suivants :

- Le renouvellement du mandat des membres des **conseils de quartier** actuels jusqu'à la fin du mandat municipal ;
- La création de **l'Assemblée citoyenne de Montpellier** : cette assemblée citoyenne rassemblera l'ensemble des instances (conseils de quartier, conseils citoyens, Conseil Montpellierain de la Jeunesse, Conseil des Etrangers de Montpellier) de Montpellier afin de conforter le travail en commun, d'imaginer ensemble la ville de demain ;
- La création des **Assemblées de quartier** : la loi sur la démocratie locale de 2002 a rendu obligatoire, pour les communes de plus de 80 000 habitants, la mise en place de conseils de quartiers et l'organisation de leur fonctionnement. Les conseils citoyens ont été instaurés par la loi pour la Ville et la cohésion urbaine de février 2014. La Municipalité souhaite par la création de ces Assemblées de quartier, regrouper conseils citoyens et conseils de quartier en une seule et unique instance, réunissant les habitants, les acteurs socio-économiques à l'échelle du quartier ; ouvrir ces Assemblées de quartier à tous celles et ceux qui vivent, travaillent, étudient dans le quartier pour permettre une participation plus flexible des habitants avec l'ouverture des séances plénières et la possibilité d'intégrer un groupe de travail spécifique et limité dans le temps. Les membres du Conseil Montpellierain de la Jeunesse et du Conseil des Etrangers de Montpellier vivant dans le quartier seront également invités à faire partie de chaque Assemblée de Quartier ;

Ces propositions révèlent la volonté conjointe de renforcer la participation citoyenne dans les quartiers, d'affirmer la détermination à faire de la politique de la ville mais aussi de l'ensemble des projets et politiques publiques, un objectif commun à l'échelle de la Ville.

- L'ouverture du **budget participatif** aux jeunes, aux habitants et associations de Montpellier : le budget participatif suscite un engouement indéniable avec plus de 70 projets élaborés par les membres des conseils de quartier et conseils citoyens depuis son lancement en septembre 2021. La Municipalité souhaite répondre favorablement à la proposition des citoyens engagés dans ces instances d'aller vers les habitants et les forces vives de la Ville en inscrivant le budget participatif dans une démarche originale qui allie participation et délibération.

L'objectif est de favoriser une participation citoyenne plus inclusive, en permettant à tous les habitants, en particulier les jeunes, aux acteurs associatifs de Montpellier de déposer leurs idées de projets. Un million d'euros, dont 500 000 euros en direction des jeunes, leur sera dédié dans l'enveloppe globale du budget participatif.

La première édition de ce budget participatif sera lancée avec :

- Une phase de dépôts des projets d'une durée de trois mois à compter du mois de juin 2024 ;
- Une phase d'analyse technique et juridique des projets proposés par les services de la Ville ;
- Une présentation des projets par les porteurs au sein des Assemblées de quartier à la rentrée ;
- Un vote des habitants des projets retenus en novembre et l'annonce des projets lauréats en décembre.

Le budget participatif de Montpellier se démarque également par le déploiement d'une démarche d'accompagnement. Les jeunes se verront ainsi proposer des « *ateliers d'émergence* » afin de les aider à structurer leurs idées. Un travail de mobilisation des partenaires du territoire ainsi qu'une communication grand public permettront une information préalable essentielle à la bonne réussite de ce dispositif.

- La mise en place d'un **droit d'interpellation citoyenne** : la vitalité démocratique d'un territoire passe également par le renforcement du pouvoir d'agir des citoyens, en leur permettant de questionner et d'interroger les élus sur les politiques publiques conduites. La municipalité souhaite mettre en place un droit d'interpellation, tel que prévu à l'article 72-1 de la Constitution, avec un seuil abaissé par rapport au cadre légal et réglementaire.

Ainsi, alors que la loi prévoit que 10% des électeurs d'une collectivité peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence, à Montpellier, un seuil de 5% permettra d'inscrire une question à l'ordre du jour du conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les orientations pour renforcer l'engagement citoyen à travers ces dispositifs expérimentaux ;
- D'approuver le principe de mise en place d'un budget participatif d'investissement ouvert aux habitants ;
- D'approuver le principe de mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne, dont les modalités d'application seront détaillées par une délibération au prochain Conseil municipal ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère municipale, propose en séance un amendement sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet au vote l'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN.

L'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Contre : 55 voix

Abstentions : 2 voix

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265393-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.